

## **Arrêté ARS Occitanie n°2025-7909 fixant la régulation temporaire de l'accès aux urgences du Centre Hospitalier du CHIVA site de LAVELANET**

Le directeur général de l'agence régionale de santé Occitanie,

**Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1432-2, L. 6122-1, L. 6122-8, R. 6122-25, R. 6122-41, R. 6123-1 à R. 6123-32-11 ;

**Vu** le décret du 20 avril 2022 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé Occitanie – Monsieur Didier JAFFRE ;

**Vu** l'arrêté du 2 juillet 2024 relatif à la régulation temporaire de l'accès aux urgences ;

**Vu** le courriel du directeur du CHIVA pour le site de Lavelanet en date du 19 décembre 2025 demandant l'autorisation de réguler de façon temporaire l'accès aux urgences de son établissement de santé ;

**Considérant** que, dans ce contexte il y a lieu de prioriser l'accueil des patients le nécessitant au sein de l'antenne de médecine d'urgences et de préserver les capacités de prise en charge des urgences vitales et fonctionnelles des structures mobiles d'urgence et de réanimation ;

### **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : A compter du 5 janvier 2026 et jusqu'au 4 avril 2026, le CHIVA sur le site de Lavelanet est autorisé à réguler l'accès à son Antenne de médecine d'urgences. Dans le cas où une régulation pérenne est décidée par arrêté durant cette période, la régulation temporaire deviendra caduque.

**Article 2** : La régulation prévue à l'article 1er s'exerce en lien avec le service d'accès aux soins de l'Ariège en vertu de la modalité prévue au 1° et au 2° de l'article R.6123-18-2 du code de la santé publique.

**Article 3** : Le présent arrêté sera affiché sur le site internet de l'agence régionale de santé (ARS) et du CHIVA sur le site de Lavelanet. Le CHIVA sur le site de Lavelanet informera la population par affichage à l'entrée et tous les moyens nécessaires. Il sera porté à la connaissance du service d'accès aux soins (SAS) et du service d'aide médicale urgente (SAMU) de l'Ariège, de la section chargée d'émettre un avis pour les activités de médecine d'urgence du comité consultatif d'allocation des ressources, des représentants des professionnels de santé du CHIVA sur le site de Lavelanet, des établissements de santé du territoire, de l'union régionale des professionnels de santé - médecins libéraux et du conseil départemental de l'ordre des médecins.

**Article 4** : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours gracieux auprès du directeur général de l'ARS Occitanie, par voie de recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé et par voie de recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication pour les tiers. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5** : Le directeur du premier recours de l'ARS Occitanie et le représentant de l'établissement de santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur du CHIVA sur le site de Lavelanet et publié au recueil des actes administratifs (RAA) de la préfecture d'Occitanie.

Fait à Montpellier, le 30 décembre 2025,

Le Directeur Général de l'ARS Occitanie



Didier JAFFRE